

Intervention de la CFDT sur le compte financier 2025 — CA du 11 mars 2026

La CFDT remercie les services financiers et comptables pour la qualité du rapport présenté. Ce compte financier est à l'image d'un patient qui sort de réanimation avec un bilan globalement positif : techniquement vivant, mais on ne pavoise pas. Il confirme les alertes que nous portions depuis plusieurs conseils d'administration.

La SCSP chute de 34,6 M€ en un exercice. Depuis 2022, la part de l'État dans les recettes de l'AEFE est passée de 53% à 45%, tandis que les recettes propres atteignent désormais 55%. À cela s'ajoute la non-compensation des pensions civiles, qui atteignent 188 M€ après une nouvelle hausse de 4 points en 2025. Ce sont précisément les deux leviers que nous dénoncions comme moteurs du changement de modèle économique imposé à l'Agence. Le compte financier en donne la mesure concrète.

Le solde budgétaire passe de 27,4 M€ à 3,2 M€ — résultat conjoncturel, comme le reconnaît le rapport lui-même. Dans ce contexte, les détachés restent la variable d'ajustement : 104 ETP supprimés à la rentrée 2025, avec des effets en année pleine annoncés pour 2026. La CFDT exige un moratoire sur ces fermetures de postes et une concertation préalable sur toute évolution de la carte des emplois.

Quant aux personnels de droit local dans les EGD, leurs conditions salariales restent insuffisamment prises en compte, dans des établissements qui anticipent déjà de nouvelles contraintes pour 2026. La CFDT demande un plan de revalorisation concret, suivi avec les organisations syndicales.

La CFDT vote pour ce rapport, qui reflète fidèlement la réalité financière de l'Agence — sans que ce vote vaille validation de la politique budgétaire conduite par l'État.